

## Coronavirus : Le FMI à la rescousse des pays à faible et moyen revenu

S'il est vrai que la crise actuelle perturbe de manière très forte les sphères sociale et économique des pays du monde entier, il y a cependant un consensus pour constater que les **pays émergents** et les **pays à faible revenu** vont souffrir plus longtemps que les pays riches des conséquences de cette crise. En effet, les pays les moins développés sont particulièrement vulnérables en raison de facteurs qui leur sont propres, à savoir une dette élevée et des infrastructures insuffisantes (**capital public**) sur le plan économique, une faiblesse des systèmes de santé et d'éducation sur le plan social, et bien souvent aussi une mauvaise gouvernance sur le plan politique.

Dans ce contexte très particulier, les institutions internationales appellent à la solidarité envers les pays les plus pauvres de la planète. Parmi celles-ci, le **Fonds monétaire international** ou FMI (créé en 1945, qui avait pour objectif initial de garantir la stabilité du **Système monétaire international**, et qui a hérité d'un nouveau rôle à partir des années 1970 face aux problèmes d'endettement des **Pays en développement** (PVD), et face aussi à l'émergence de **crises financières**) est une institution qui se distingue des Banques de développement (comme la **Banque mondiale**) par le fait qu'elle ne peut emprunter sur les marchés financiers. Le FMI ne peut compter que sur ses ressources qui comprennent essentiellement les quotes-parts des pays membres et les emprunts qu'il est habilité à effectuer auprès des mêmes pays membres.

Les quotes-parts de chaque pays sont calculées en fonction de certains critères économiques et financiers (le PIB, le degré d'ouverture de l'économie, les flux de capitaux et le montant des réserves officielles de change) et sont exprimées en **Droits de tirage spéciaux** (DTS). Les DTS sont un actif de réserve international dont la valeur repose sur 5 grandes devises : le dollar, l'euro, le renminbi, le yen et la livre sterling. Ces quotes-parts ont été fortement augmentées suite à la crise de 2008. Les emprunts auprès des pays membres sont nés en 1962 avec un « *accord global d'emprunts* » ou GAB qui s'est substitué aux emprunts bilatéraux octroyés par certains pays membres. Aujourd'hui, ces emprunts prennent la forme de « *nouveaux accords d'emprunts* » (NAE, ou NAB en anglais) qui ont été proposés en 1995 suite à la crise mexicaine de 1994, et qui sont entrés en vigueur en 1998 au moment de la crise asiatique. Là aussi, ces NAB ont été fortement accrus suite à la crise financière de 2008.

Aujourd'hui, le FMI dispose d'un ensemble de ressources mobilisables de pratiquement 1000 milliards de dollars (dont 20% sont déjà engagés) reposant généralement sur le principe de « *conditionnalité* » qui lie les prêts accordés à l'acceptation de politiques économiques pour surmonter les problèmes rencontrés dans les pays concernés, et qui se décomposent de la manière suivante : 440 milliards de dollars proviennent des ressources liées aux quotas, 196 milliards de dollars proviennent des NAB lorsque les ressources des quotes-parts ne suffisent pas, et 344 milliards proviennent d'accords d'emprunts bilatéraux qui viennent compléter les quotes-parts et les NAB.

Pour faire face à l'impact économique du Coronavirus, le FMI dispose principalement de 4 outils : les deux premiers sont la Facilité de crédit rapide (FCR) et l'Instrument de financement rapide (IFR) qui permettent comme leur nom l'indique un financement dans des délais très brefs de nature concessionnelle (un financement concessionnel est un prêt dont le taux d'intérêt est inférieur au taux du marché) ; le troisième outil est l'allègement du service de la dette dans le cadre du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (ACR) qui accorde des subventions aux pays les plus pauvres de la planète pour couvrir leurs engagements à l'égard du FMI (dons approuvés récemment pour 25 pays le 16 avril 2020) ; le dernier outil est l'augmentation du programme des prêts existants pour répondre aux besoins urgents liés au Coronavirus (mesure déjà prise pour le Togo, qui pourrait être étendue, puisque 36 pays sont actuellement bénéficiaires d'un accord de prêt du FMI).

D'après le FMI, la demande totale de financement de la part des pays pauvres et émergents devrait être de l'ordre de 100 milliards de dollars. Pour y répondre, la limite d'accès du FCR et de l'IFR a été temporairement relevée de 50% à 100% du quota. Dès le 21 avril 2020, le FMI a répondu à 41 demandes pour 55 opérations financières destinées à aider les pays à faire face aux conséquences de la pandémie, pour un total de 8,3 milliards de dollars (voir tableau ci-dessous).

Aide financière d'urgence approuvée par le FMI :

	Pays	Type d'aide financière	Montant (en M USD)*	Date
Asie-Pacifique	Afghanistan	Fonds fiduciaire ARC	3.3	16 avril
	Kirghizistan	IFR	80.5	26 mars
		FCR	40.3	26 mars
	Népal	Fonds fiduciaire ARC	3.9	16 avril
	Pakistan	IFR	1,381.1	16 avril
	Iles Salomon	Fonds fiduciaire ARC	0.1	16 avril
	Tadjikistan	Fonds fiduciaire ARC	10.6	16 avril
Yemen	Fonds fiduciaire ARC	19.6	16 avril	
Europe	Albanie	IFR	189.4	10 avril
	Bosnie-Herzégovine	IFR	360.7	20 avril
	Kosovo	IFR	56.2	10 avril
	Moldavie	FCR	78.2	17 avril
	Macédoine du Nord	IFR	156.4	17 avril
		IFR	190.8	10 avril
Afrique	Benin	Fonds fiduciaire ARC	10.1	16 avril
	Burkina Faso	FCR	114.6	14 avril
		Fonds fiduciaire ARC	11.9	16 avril
	Rep. Centrafricaine	Fonds fiduciaire ARC	4.0	16 avril
		FCR	37.9	20 avril
	Tchad	FCR	114.4	14 avril
		Fonds fiduciaire ARC	13.8	16 avril
	Comores	Fonds fiduciaire ARC	1.3	16 avril
	Rep. Dem. du Congo	Fonds fiduciaire ARC	20.2	16 avril
	Côte d'Ivoire	FCR	294.8	17 avril
		IFR	589.7	17 avril
	Gabon	IFR	146.9	9 avril
	Gambie	FCR	21.1	15 avril
		Fonds fiduciaire ARC	2.9	16 avril
	Ghana	FCR	1,003.7	13 avril
	Guinée	Fonds fiduciaire ARC	22.3	16 avril
	Guinée-Bissau	Fonds fiduciaire ARC	1.5	16 avril
	Liberia	Fonds fiduciaire ARC	15.8	16 avril
		FCR	166.2	3 avril
	Madagascar	Fonds fiduciaire ARC	4.2	16 avril
	Malawi	Fonds fiduciaire ARC	9.8	16 avril
	Mali	Fonds fiduciaire ARC	9.9	16 avril
	Mozambique	Fonds fiduciaire ARC	14.8	16 avril
	Niger	FCR	113.8	14 avril
		Fonds fiduciaire ARC	7.7	16 avril
	Rwanda	FCR	108.9	2 avril
		Fonds fiduciaire ARC	10.9	16 avril
	São Tomé et Príncipe	FCR	12.3	21 avril
		Fonds fiduciaire ARC	0.1	16 avril
	Sénégal	IFR	293.4	13 avril
FCR		146.7	13 avril	
Sierra Leone	Fonds fiduciaire ARC	18.2	16 avril	
Togo	Augmentation de la FEC	97.2	3 avril	
Tunisie	Fonds fiduciaire ARC	5.1	16 avril	
	IFR	741.5	10 avril	
Amériques	Bolivie	IFR	328.5	17 avril
	Salvador	IFR	390.6	14 avril
		Fonds fiduciaire ARC	5.6	16 avril
	Haïti	FCR	111.4	17 avril
		IFR	512.4	15 avril
	Paraguay	IFR	273.9	21 avril
<b>Total</b>			<b>8,379.0</b>	

Source : Lysu Paez Cortez, *Natixis Beyond Banking*, Special Report, 22 avril 2020.

Par ailleurs, le 20 avril, le FMI a fait aussi part de sa volonté de tripler ses financements concessionnels en faveur des pays les plus vulnérables via le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté. Dès maintenant, la France, le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie se sont engagés pour une contribution totalisant 12 milliards de dollars (70% de l'objectif).

Dans la situation exceptionnelle créée par la pandémie mondiale, il est clair que les égoïsmes nationaux doivent être surmontés, puisqu'aucun pays ne pourra surmonter seul la crise. L'action du FMI est d'ailleurs complétée par celle d'autres acteurs, comme le G20 qui a décidé de suspendre le remboursement des crédits bilatéraux officiels des 77 pays les plus pauvres de la planète, pour un montant de 12 milliards de dollars, ou comme l'Institut international de la finance, qui a demandé aux créanciers du secteur privé de renoncer au remboursement de la dette jusqu'à fin 2020 sans déclarer les emprunteurs en défaut.